BRUXELLES N'EXIGE PLUS LE DÉPART DE BACHAR AL ASSAD

Mystère du Levant et variantes US

Après avoir, pendant quatre ans, préparé les peuples européens au démantèlement du régime syrien, à la fin de Bachar, à l'impossibilité de dialoguer avec un «boucher», Bruxelles revoit ses plans. Et prépare sa reconversion.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Les pourparlers avec Al Assad ont repris au niveau des renseignements, de la diplomatie secrète et, d'ici peu, les ambassades des 28 ouvriront à Damas. Pour celles qui ont fermé et quitté les lieux. Pour les autres rien ne change, les relations suivront leur cours, normal, naturel.

Déjà, l'on n'entend guère plus parler de cette nébuleuse d'Etats «Amis de la Syrie». En définitive, une coalition de régimes brumeux d'Orient et du Maghreb (Arabie Saoudite, Qatar, Maroc) sous la coupe des USA pour en terminer avec une république laïque, moderne, où le religieux est séparé du politique, le chrétien y est l'égal du musulman ou du non-croyant, où la femme est un citoyen à part entière... alors que chez les agresseurs «amis de la Syrie», c'est un être entièrement à part.

Il s'est passé quelque chose de fondamental pour que cette évolution ait lieu.

En fait, plusieurs choses. Il y a d'abord la résistance héroïque des Syriens dans toutes ses composantes et l'intelligence, travaillée par des millénaires d'histoire et de souffrances des Levantins du pays d'Adonis.

Les habitants de ce pays meurtri ont, très vite, saisi la nature et les objectifs des anti-Bachar. Hordes de djihadistes équipés, armés et instruits par la CIA et le Mossad, prédicateurs à l'image du sinistre Qaradhaoui d'Al-Jazeera—Qatar à la solde de l'impérialisme et du sionisme et, il est vrai, aussi, une minorité de Syriens, sincères et honnêtement partisans d'un changement démocratique du régime. Cette dernière catégorie a vite été balayée des terrains de combats et médiatiques.

Les commanditaires et exécutants du complot contre la Syrie ont commis une autre erreur d'appréciation. L'armée de Bachar n'a pas éclaté et les officiers félons n'ont pas été nombreux à rejoindre les commandos de la mort, de la destruction, de la sauvagerie. Bachar Al Assad a, au contraire, pu élargir sa base de sympathie auprès d'autres franges de la population qui, au départ, lui étaient hostiles. Aujourd'hui, les chrétiens, toutes chapelles confondues (grecs orthodoxes, Eglises latines d'Orient, Maronites, Assyriens, Chaldéens, Arméniens, Araméens, Coptes, fidèles du pope de toutes les Russies), les musulmans, chiites, sunnites, kharedjites, communautés polythéistes, Yazidis, Yéménites, Houtistes, Egyptiens, les associations de femmes, la petite et moyenne bourgeoisie citadine, les libéraux en charge du commerce international, les universitaires, les populations rurales que le terrorisme djihadiste a ruinées, tout ce monde est acquis au régime. Les djihadistes criminels ne recrutent presque plus dans les populations syriennes.

Les hordes sauvages sont alimentées d'ailleurs de l'étranger proche (Turquie, notamment) ou de l'Occident (Europe). La Syrie attend avec impatience le jour où elle en découdra avec les assassins. Ce jour est proche. D'où les inquiétudes des pays de l'Union européenne qui veulent, coûte que coûte, reprendre le fil du dialogue avec Bachar. Les Américains, toujours en avance d'une guerre ou d'une paix, ont déjà tracé la feuille de route. Le processus de normalisation passera par l'Iran ; avec Téhéran c'est presque réglé du point de vue américain. L'Union européenne se retrouve, quand elle s'aligne aveuglément sur les USA, avec une main devant et une main derrière. Bruxelles s'est compliqué la tâche avec Bachar en Orient, s'est fourvoyé en Ukraine, perdu ses relations privilégiées avec la Russie, alors que le grand parrain américain tient toutes les cartes. Dans peu de temps, Obama et Poutine se retrouveront autour d'une table de négociations et trouveront des solutions, pas toutes les solutions, mais des solutions quand même, aux dossiers syrien, iranien et ukrainien. Sans l'Europe. Comme toujours...

A. M.

CÔTE D'IVOIRE

La défense de Simone Gbagbo dénonce un verdict «scandaleux»

Après la lourde condamnation de Simone Gbagbo par la justice ivoirienne, ses avocats dénonçaient hier un verdict «scandaleux», même si l'ex-Première dame pourrait encore bénéficier d'une grâce présidentielle en signe de réconciliation.

«Les victimes ont enfin du baume au coeur» dans un pays «résolument engagé» dans «la lutte contre l'impunité», s'est félicité au lendemain du verdict le Rassemblement des républicains, le parti du chef de l'Etat Alassane Ouattara. L'ex-Première dame, épouse du président Laurent Gbagbo (actuellement incarcéré à la Haye par la Cour pénale internationale) a été condamnée dans la nuit de lundi à mardi à 20 ans de prison, pour son rôle durant la crise post-électorale de 2010-2011. A l'unanimité des jurés, elle a été reconnue coupable d'«attentat contre l'autorité de l'Etat, participation à un mouvement insurrectionnel et trouble à l'ordre public».

La défense, qui a annoncé un pourvoi en cassation, a dénoncé un droit ivoirien «bafoué» : «A quoi sert de condamner à 20 ans de réclusion alors qu'on prône la réconciliation?», s'est interrogé Me Mathurin Dirabou. Le parquet général avait requis une peine moitié moindre, soit dix ans d'emprisonnement, contre l'ex-Première dame. Le procès en assises avait débuté fin décembre. 79 personnes, dont Simone Gbagbo, étaient jugées pour leur rôle dans la crise de 2010-2011, causée par le refus de l'ex-président Gbagbo de reconnaître la victoire de son adversaire Alassane Ouattara à la présidentielle de novembre 2010. Les violences avaient fait plus de 3 000 morts en cinq mois.

Michel Gbagbo, fils de l'ex-président issu d'un premier mariage avec une Française, a lui été condamné à 5 ans d'emprisonnement.

«Le verdict est à l'image du procès. Il est honteux, scandaleux», s'est écrié Me Habiba Touré, avocate de Mme Gbagbo.

«Maintenant, si M. Ouattara se prend pour un César, qui peut lever ou abaisser le pouce pour sauver un condamné, c'est son problème», ironise Me Touré, en référence à une possible grâce présidentielle.

«Mais cela montre bien que la démocratie n'est pas réelle en Côte d'Ivoire, où la justice est instrumentalisée», a accusé l'avocate. Mi-janvier, le président Ouattara avait lui-même évoqué cette possibilité.

«Une fois que nous aurons les jugements, bien évidemment le chef de l'Etat a un certain nombre de prérogatives en matière de grâce et d'amnistie à proposer à l'Assemblée nationale», avait-il remarqué.

«Le président l'a dit, il le fera», a réaffirmé hier à l'AFP un proche de M. Ouattara, pour qui la lourdeur de la peine prononcée contre Simone Gbagbo ne changera rien à cette décision. Les sympathisants pro-Gbagbo, tout comme les organisations de défense des droits de l'Homme, pointent les nombreux manquements du procès, où aucune preuve matérielle n'a, selon eux, été fournie. Aucun dignitaire pro-Ouattara n'a inquiété à ce jour, nourrissant les accusations de «justice des vainqueurs».

L'ex-Première dame, également inculpée pour «crimes contre l'humanité» par la Cour pénale internationale, où Abidjan refuse de la transférer, arguant d'un impact négatif sur la réconciliation nationale, est un personnage très clivant en Côte d'Ivoire. Respectée pour son parcours dans l'opposition, elle a été redoutée dans son rôle de «présidente» à poigne, souvent accusée d'être liée aux «escadrons de la mort» contre les partisans d'Alassane Ouattara.

L'amnistie, «fait partie du domaine du possible», reconnaît Joël N'Guessan, le président du Rassemblement des républicains, le parti présidentiel. Des «discussions» en ce sens se sont tenues «entre le FPI (Front populaire ivoirien, le parti pro-Gbagbo) et le gouvernement», observe Alphonse Douati, un cadre de ce parti pro-Gbagbo. Avec une grâce, le chef de l'Etat «donnera des gages de bonne volonté» à l'opposition avant l'élection d'octobre, ce qui favorisera la «décrispation», explique un observateur, convaincu d'un «arrangement politique» à venir. La Côte d'Ivoire vivra dans sept mois une présidentielle cruciale, censée parachever sa stabilisation. Le président Ouattara est pour l'instant le seul candidat d'envergure déclaré. Mais pour les partenaires du pays, la participation au scrutin du FPI est essentielle. Son actuel président Pascal Affi N'Guessan, très contesté en interne, a été condamné lors du procès à 18 mois de prison avec sursis. Une peine couverte par sa détention provisoire.

Grâce et amnistie sont des «pratiques très ivoiriennes» remontant aux années 1960, sous Félix Houphouët-Boigny, se souvient le politologue Yves Ouya. Laurent Gbagbo, illustre opposant d'Houphouët-Boigny, en a bénéficié en 1992 et a lui-même ordonné deux lois d'amnistie en 2003 et 2007. La Côte d'Ivoire, coupée en deux après un coup d'Etat manqué, connaissait alors une grave crise politico-militaire, dont les violences postélectorales ont été l'épilogue.

TURQUIE

Ankara ferme deux postes frontières avec la Syrie

Ankara a décidé de fermer dimanche deux postes frontières avec la Syrie en raison d'affrontements entre des factions rivales de rebelles syriens dans le pays voisin, a rapporté lundi l'agence de presse Dogan.

Selon la même source, le gouvernement turc a suspendu les arrivées au poste frontière d'Oncupina, dans la province méridionale de Kilis, ainsi qu'au poste frontière de Cilvegozu, dans la ville de Reyhanli de la province méridionale du Hatay, et ne laisse plus passer que les citoyens syriens qui veulent retourner dans leur pays et les camions de transport à destination de la Syrie.

Les affrontements entre l'armée syrienne libre et les éléments du groupe

«Etat islamique» (Daesh/EI) se sont intensifiés dans la ville syrienne d'Azaz concomitamment avec les opérations militaires des forces gouvernementales à Alep, à proximité du poste frontière turc d' Oncupinar.

La Turquie rencontre des difficultés pour protéger sa frontière car le conflit syrien voisin déborde sur le territoire turc, notamment avec l'arrivée d'un certain nombre de réfugiés et de passeurs illégaux.

L'armée turque utilise des méthodes technologiques sophistiquées, notamment des caméras thermiques, pour protéger sa frontière.

POUR LE GOUVERNEMENT NIGÉRIAN

L'allégeance de Boko Haram à l'EI est «un acte de désespoir»

Le serment d'allégeance de Boko Haram à l'Etat Islamique est un signe de faiblesse du groupe islamiste nigérian, qui «est en train d'être éliminé» par l'armée nigériane et les troupes des pays voisins, a affirmé Abuja, hier.

Pour le porte-parole du gouvernement sur les questions de sécurité, Mike Omeri, il s'agit «d'un acte de désespoir, qui survient au moment où Boko Haram enregistre de lourdes pertes».

Le chef de Boko Haram, Abubakar Shekau, a fait cette annonce samedi soir sur une bande son de huit minutes postée sur le compte Twitter du groupe.

L'armée nigériane, aidée par le Cameroun, le Tchad et le Niger voisins, a réussi à reprendre un certain nombre de localités des mains des islamistes dans le nord-est du Nigeria à la fin du mois dernier.

L'opération militaire régionale a pour but de stabiliser cette zone en vue des élections présidentielle et législatives nigérianes prévues le 28 mars, et déjà repoussées de six semaines à cause des violences islamistes.

Selon M. Omeri, la campagne en cours a permis de «déloger Boko Haram de ses fiefs et d'endommager sa force de combat».

«Boko Haram est en train d'être éliminé» a-t-il estimé dans un communiqu é: «aucun extrémiste étranger ne peut changer ce fait tant que l'armée nigériane continuera à recevoir la coopération et l'engagement de ses citoyens et de ses alliés».

Le groupe islamiste s'était emparé de pans entiers de territoires dans le nord-est ces six derniers mois, et y avait proclamé la création de son «califat», menaçant l'intégrité territoriale du Nigeria et la sécurité des pays voisins.

Pour les experts, ce serment d'allégeance est d'abord une opération de propagande qui pourrait évoluer plus tard vers une véritable coopération.

«Il n'y aura pas d'Etat Islamique au Nigeria. Le seul Etat qui continuera à exister est la République fédérale du Nigeria», a affirmé M. Omeri.

Les troupes tchadiennes et nigériennes ont annoncé lundi avoir repris la ville de Damasak, dans l'Etat de Borno (nord-est), qui était aux mains des islamistes depuis le mois de novembre.

Selon une source sécuritaire tchadienne, quelque 200 combattants de Boko Haram ont été tués dans cette opération, qui avait commencée dimanche. Mais cette information n'a pas pu être vérifiée de source indépendante. Le colonel Sani Usman, porte-parole de l'armée nigériane, a affirmé de son côté que les islamistes avaient «vécu leur Waterloo» quand ils ont essayé d'attaquer la ville de Gombi, dans l'Etat d'Adamawa, lundi soir.

«Un certain nombre» d'insurgés ont été tués dans des combats avec l'armée nigériane, a-t-il ajouté dans un communiqué paru hier, sans donner de bilan plus précis. Un soldat a été blessé, a-t-il ajouté. Des armes ont été interceptées, dont des missiles sol-air et des milliers de munitions, précise le communiqué. Les violences islamistes n'ont pas cessé pour autant : chassé de ses fiefs, Boko Haram a multiplié les attentats dans les grandes villes et les massacres dans les régions plus reculées ces dernières semaines.

Au moins 58 personnes ont péri samedi dans trois attentats à la bombe à Maiduguri, la capitale de l'Etat de Borno.